

**RÉPONSE D'ORANGE CARAÏBE  
À L'APPEL À COMMENTAIRES DE  
L'ARCEP SUR  
LA SIGNATURE D'UN ACCORD DE  
MUTUALISATION DE RÉSEAUX MOBILES  
ENTRE DIGICEL ET FREE CARAÏBE DANS  
LES ANTILLES ET EN GUYANE**

**10 juillet 2020**

VERSION PUBLIQUE

# SOMMAIRE

<b>Préambule .....</b>	<b>4</b>
<b>1. Accord entre Free Caraïbe et Digicel.....</b>	<b>6</b>
1.1 Sur la satisfaction des obligations de Free Caraïbe	6
1.2 Un accord de mutualisation nécessitant des clarifications formelles indispensables pour assurer l'exercice d'une concurrence entre les opérateurs	9
<b>2. Conclusions d'Orange sur le projet d'accord.....</b>	<b>10</b>
2.1 Un risque de contournement des obligations de chaque opérateur	10
2.2 Risques inhérents à l'étendue de l'accord en terme de partage de spectre	11
2.3 Réserves sur la reconduction et la durée des phases d'initialisation et de transition	12
<b>Annexes.....</b>	<b>13</b>
Annexe 1 : Attributions de fréquences 4G en 2016	13
Annexe 2 : Engagements de Free Mobile / Free Caraïbe	15
Annexe 3 : Quantité de fréquences en bande basse dans les îles du nord et en Guyane (MHz duplex)	17

## Préambule

A titre liminaire, Orange Caraïbe (ci-après Orange) souhaite indiquer que ses commentaires sur l'accord de mutualisation entre Free Caraïbe et Digicel ne visent pas à remettre en cause le principe même d'un accord de partage. Ils tiennent compte de son caractère particulier en ce qu'il comporte notamment un partage de fréquences et s'inscrit dans le contexte des obligations pesant sur chacun des opérateurs en matière de couverture mobile dans les Antilles et en Guyane.

Par ailleurs, Orange souhaite préciser que l'essentiel de ses commentaires formulés dans le présent document repose sur des informations particulièrement succinctes du communiqué de presse publié par l'Arcep en date du 12 juin 2020.

Dans le cadre des attributions de fréquences 4G aux Antilles et en Guyane (cf. l'annexe n° 1), Free Mobile a obtenu en 2016 un portefeuille de fréquences sur les cinq territoires suivants : Antilles (Guadeloupe et Martinique), îles du nord (Saint-Barthélemy et Saint-Martin) et Guyane.

A l'issue de l'examen des candidatures de différents acteurs, l'Arcep a sélectionné les quatre opérateurs lauréats de chaque territoire selon un système de « beauty contest ». Dans ce cadre, les candidatures ont été retenues sur la base de leurs engagements en matière d'investissements, d'emploi et de formation, de stimulation de marché et d'aménagement du territoire.

Ainsi, Free Mobile, le second lauréat, a pris différents engagements (détaillés en annexe 2) sur ces cinq territoires, dont celui d'un déploiement échelonné lui permettant de prétendre à un portefeuille de fréquences. En 2017, il a ensuite cédé ce portefeuille de fréquences dans sa totalité à Free Caraïbe, filiale du groupe Iliad, reprenant l'intégralité du cahier des charges et donc de ses échéances.

En février 2020, Free Caraïbe et Digicel, acteur présent sur le marché depuis plus d'une quinzaine d'années, ont signé un accord de mutualisation de réseaux mobiles.

Cet accord soulève plusieurs problématiques, développées dans la suite de notre réponse :

- L'accord intervient dans un contexte où Free Caraïbe n'a toujours pas lancé son réseau, quatre ans après l'attribution de ses fréquences et près de deux ans après la première échéance fixée au 22 novembre 2018, alors que les autres acteurs ont tous déployé leur réseau et lancé des offres attractives sur le marché des Antilles et en Guyane (cf. §1.1) ;
- Les termes de l'accord tels que présentés dans le communiqué de presse soulèvent de nombreuses interrogations et conduisent nécessairement à des interprétations (cf. §1.2) ;

- L'accord conduit à une modification a posteriori des conditions dans lesquelles les fréquences ont été attribuées qui ne peut conduire à exonérer chacune des parties de leurs obligations (cf. §1.1) et à offrir des conditions anormalement favorables à Free Caraïbe et à Digicel (cf. §2.1 et §2.2) ;
- Et enfin, l'existence d'un partage de fréquences large et d'un calendrier non garanti dans un contexte où l'Arcep, dans son avis n° 13-A-08 du 11 mars 2013, a rappelé les risques de ce type de partage, interroge sur les effets concurrentiels du contrat signé (cf. §2.2 et §2.3).

# 1. Accord entre Free Caraïbe et Digicel

## 1.1 Sur la satisfaction des obligations de Free Caraïbe

L'accord de partage soumis à consultation ne peut être analysé sans considération des effets qu'il produit sur les engagements pris par Free Caraïbe dans le cadre de son autorisation d'utilisation de fréquences (décision n°2017-1038), en particulier ceux relatifs à l'aménagement numérique des territoires.

En effet, cet accord de partage ne peut conduire à remettre en cause l'exécution d'obligations qui s'imposent à chacune des parties à l'accord et, en particulier, à Free Caraïbe.

[SDA : ]

Or, force est de constater qu'en l'espèce, l'accord de partage soumis à consultation pourrait conduire à une situation où Free Caraïbe serait *de facto* exonéré de ses obligations de couverture en propre, ce qui serait d'autant plus grave que cet opérateur n'a à date, à notre connaissance, pas respecté ses engagements en la matière (détails à la page 6 et 7 du présent document).

Au-delà de la remise en cause *a posteriori* des conditions d'attributions des fréquences qui ont été imposées à tous les opérateurs, l'accord ne peut avoir pour effet de modifier l'exercice d'une concurrence par les mérites sur le territoire des Antilles et de la Guyane, et les équilibres en matière de portefeuille de fréquences issu des attributions, fruit des engagements et des efforts de différenciations de chaque opérateur.

[SDA : ]

En outre, la performance des réseaux déployés dans ces territoires est au rendez-vous, comme l'attestent les enquêtes Arcep mesurant la Qualité de Service en 2018 et 2019 :

- En 2018, l'Arcep souligne déjà des «taux de couverture 4G élevés, et ce au bénéfice de la qualité de service qu'ils proposent à leurs clients »<sup>1</sup>.
- Puis en 2019, l'Arcep a salué des résultats « en nette amélioration par rapport à l'année dernière » traduisant « les efforts de déploiement de la 4G en outre-mer » en précisant que « La qualité du service de données mobile a fait un bond conséquent depuis 2018 : les débits moyens doublent dans presque tous les territoires, et la qualité de la navigation Web s'améliore en moyenne de moitié. **Ces performances se rapprochent voire, dans certains cas, dépassent celles rencontrées en métropole** ».<sup>2</sup>

A ce jour, parmi les opérateurs ayant obtenus des fréquences en 2016, seule la société Free Caraïbe n'a pas déployé son réseau mobile 4G.

Pour autant, les autorisations de fréquences de Free Caraïbe lui ont attribué 64,6 MHz duplex à Saint-Barthélemy, 63,8 MHz duplex à Saint-Martin, 59,8 MHz duplex en Guadeloupe et en

---

<sup>1</sup> Communiqué de presse de l'Arcep en date du 10 juillet 2018.

<sup>2</sup> Communiqué de presse de l'Arcep en date du 28 novembre 2019.

---

Réponse Orange Caraïbe – Appel à commentaires sur la signature d'un accord de mutualisation de réseaux mobiles entre Digicel et Free Caraïbe dans les Antilles et en Guyane – 10 juillet 2020 –

Martinique et 54,6 MHz duplex en Guyane, soit selon les territoires jusqu'à 24,8 % du spectre hertzien total disponible.

**Cette large quantité spectrale attribuée à Free Caraïbe depuis maintenant près de quatre ans dans les cinq territoires ultramarins n'a jamais été utilisée pour proposer des services à très haut débit aux habitants de ces territoires alors que ces fréquences constituent des ressources rares.**

Une telle situation est d'ores et déjà problématique mais elle devient critique dans le contexte de l'accord de partage soumis aux commentaires des acteurs du secteur. Il est donc important que la contrepartie immédiate d'un tel accord soit subordonnée à des mesures immédiates permettant de garantir que l'accord de partage n'exonèrera pas artificiellement Free Caraïbe de ses obligations, ce qui serait réglementairement infondée et critiquable en matière d'équité concurrentielle.

Les autorisations d'utilisation de fréquences prévoient expressément que « *Le titulaire satisfait ses obligations de déploiement par l'utilisation des fréquences qui lui sont attribuées dans le cadre de la présente autorisation et, le cas échéant, d'autres fréquences dont il serait par ailleurs titulaire.* »

Lors de la cession des fréquences de la société Free Mobile au bénéfice de la société Free Caraïbe en juin 2017, l'Autorité a considéré dans sa décision n°2017-1038 en date du 5 septembre 2017 : « *qu'aucun des motifs mentionnés à l'article R. 20-44-9-5 du CPCE ne justifie de refuser l'approbation du projet de cession des sociétés Free mobile et Free Caraïbe* », en particulier les motifs invoquant « la bonne utilisation du spectre » ou « une incapacité financière du futur attributaire à faire face durablement aux obligations résultant des conditions d'exercice de son activité ».

En conséquence, l'Autorité a reconnu qu'il incombait bien à Free Caraïbe de répondre à l'intégralité de ses engagements tels que détaillés en annexe 2, en contrepartie de l'autorisation de cession.

La société Free Caraïbe s'est à cet égard engagée « à fournir un service téléphonique et un accès mobile à très haut débit aux populations dans des proportions respectant les valeurs minimums », voire supérieures aux couvertures minimales requises par l'Arcep à l'exception du territoire de la Guyane pour la première échéance du 22 novembre 2018, soit :

- 50 % en Guadeloupe,
- 30 % en Guyane,
- 50% en Martinique,
- 75% en Saint-Martin,
- 75 % en Saint-Barthélemy.

Or, à ce jour, aucune offre de service téléphonique ni d'accès mobile à très haut débit n'est proposée par Free Caraïbe aux habitants de ces territoires.

De plus, il apparaît que :

- Début 2018, l'opérateur Free Caraïbe n'a pas été soumis à la campagne de qualité de service et de vérification des cartes de couvertures lors de la campagne Arcep,

---

Réponse Orange Caraïbe – Appel à commentaires sur la signature d'un accord de mutualisation de réseaux mobiles entre Digicel et Free Caraïbe dans les Antilles et en Guyane – 10 juillet 2020 –

Version publique

7/16



aboutissant à la publication des cartes et des mesures de la qualité de service des réseaux mobiles le 10 juillet 2018 pour la première fois aux Antilles et en Guyane. Il en a été de même lors de la seconde campagne Arcep dont les résultats ont été publiés le 28 novembre 2019 ;

- C'est seulement peu de temps avant sa première obligation de couverture, prévue au 22 novembre 2018, que Free Caraïbe a procédé à la déclaration d'une cinquantaine de sites radioélectriques auprès de l'ANFR ;
- Enfin, c'est uniquement le 18 novembre 2019, qu'une attribution de premières ressources en numérotation à l'opérateur Free Caraïbe, a été entérinée par la décision de l'Arcep n°2019-1730.

Dans ce contexte, l'accord de mutualisation de réseaux mobiles soulève des questions importantes dès lors qu'il n'est pas conditionné au respect immédiat par Free Caraïbe de ses obligations réglementaires et conduirait à remettre en cause a posteriori les équilibres de marché et les engagements réciproques issus des attributions de fréquences.

Au vu de l'ensemble de ces éléments, Orange s'inquiète qu'un tel accord de partage intervienne alors qu'aucune décision n'impose aujourd'hui à Free Caraïbe le respect de ses obligations.

La position que prendra l'Arcep sur l'accord doit nécessairement rappeler sans ambiguïté l'opposabilité de ces obligations et s'accompagner des garanties de transparence sur l'existence de toute mise en demeure et décision contraignante en la matière à l'encontre de Free Caraïbe.

## 1.2 Un accord de mutualisation nécessitant des clarifications formelles indispensables pour assurer l'exercice d'une concurrence entre les opérateurs

Orange constate le caractère extrêmement succinct des informations qui sont fournies sur le contenu de l'accord. **Ces informations lacunaires si elles résultent de l'accord lui-même sont de nature à soulever de très fortes interrogations sur son impact concurrentiel.**

Orange comprend que l'accord entre Free Caraïbe et Digicel s'applique indifféremment à l'ensemble des cinq territoires composant les Antilles, les îles du nord et la Guyane, et s'articule autour de trois différentes phases de mise en œuvre progressive de la mutualisation de réseau.

Toutefois, le communiqué de presse de l'Autorité ne donne aucune information précise sur les contours géographiques, temporels et techniques de l'accord appelant à un grand nombre de questions pour en comprendre tous les termes, puis en déduire les effets.

Or, compte tenu du partage de fréquences organisé dans cet accord et qui constitue un élément de sensibilité concurrentiel très important au regard des réserves déjà formulées à la fois par l'Arcep et par l'Autorité de la concurrence en la matière, ces manques, s'ils sont avérés, doivent être nécessairement corrigés.

[SDA : ]

L'absence de garantie et l'incertitude qui existent sur le caractère circonscrit de chaque phase est d'autant plus crucial qu'Orange estime que ces fonctionnalités de RAN-sharing MORAN pourraient nécessiter une modernisation des équipements radios existants de Digicel (i.e. 'swap RAN') dont la durée pourrait vraisemblablement dépasser ces deux années. Ceci soulève des questions importantes sur un mécanisme implicite de prorogation de la période de partage de fréquences qui ne serait pas encadrée, et en tout état de cause, pas acceptable sur le plan concurrentiel.

[SDA : ]



## 2. Conclusions d'Orange sur le projet d'accord

### 2.1 Un risque de contournement des obligations de chaque opérateur

Alors que la problématique des obligations de Free Caraïbe apparaît comme cruciale pour les acteurs du secteur, Orange note que ce point ne semble pas être abordé dans l'accord de mutualisation. En effet, les différentes échéances définissant les engagements et obligations ne sont pas indiquées dans les différentes phases telles que présentées dans le communiqué de presse de l'Autorité.

[SDA :]

Comme le décrit l'Autorité dans ses lignes directrices sur le partage des réseaux mobiles<sup>3</sup> : *« La finalité des attributions de fréquences, matérialisée par les obligations de déploiement qu'elles prévoient, est bien que chaque opérateur utilise au maximum les fréquences qui lui sont attribuées, en cohérence avec l'objectif de gestion efficace et d'utilisation effective de ressources spectrales. Cela est d'autant plus important que le marché est par nature fermé, aucun autre acteur que ceux titulaires de ces autorisations d'utilisation de fréquences n'étant en mesure de déployer de boucle locale radio mobile. De plus, s'il utilise les fréquences d'un opérateur tiers sans utiliser par ailleurs ses fréquences propres, l'opérateur bénéficiaire ne fera pas bénéficier autant que possible les utilisateurs de ses fréquences. »*

Compte tenu de ces éléments ainsi que des obligations inscrites dans les autorisations de Free Caraïbe, Orange estime que l'accord entre Free Caraïbe et Digicel ne peut remettre en cause le respect de la couverture en propre avec ses propres fréquences équivalent à l'obligation du T<sub>0</sub> + 2 ans échue depuis le 22 novembre 2018.

Pour mémoire, Free Caraïbe dispose déjà d'une infrastructure aux Antilles et en Guyane basée sur une cinquantaine de sites déployés en propre et donc immédiatement mobilisables.

En outre, d'autres éléments doivent être ajoutés ou précisés dans l'accord de mutualisation afin de ne pas remettre en cause l'exercice d'une concurrence saine sur le marché en particulier :

- Sur les conditions tarifaires, Orange recommande à l'Autorité de veiller à ce que la tarification de la prestation « d'itinérance » (i.e. l'usage du réseau ainsi que l'utilisation des fréquences d'un opérateur) n'engendre pas de déséquilibre entre les deux acteurs et reste incitatif au bon déploiement et investissement de Free Caraïbe.
- Les jalons de déploiement propres aux parties soient maintenus à chaque phase de l'accord de mutualisation.

---

<sup>3</sup> Lignes directrices relatives au partage de réseaux mobiles du 25 mai 2016.

Réponse Orange Caraïbe – Appel à commentaires sur la signature d'un accord de mutualisation de réseaux mobiles entre Digicel et Free Caraïbe dans les Antilles et en Guyane – 10 juillet 2020 –

## 2.2 Risques inhérents à l'étendue de l'accord en terme de partage de spectre

[SDA : ]

Concernant l'application d'un partage croisé de fréquences basses dans les territoires de Saint-Martin et Saint-Barthélemy, Free Caraïbe et Digicel disposant de fréquences basses dans chacun de ces territoires telles que détaillées dans les tableaux 1 et 2 de l'annexe 3, la mutualisation de ces ressources :

- Conduit à un cumul de fréquences exploitables important représentant deux tiers de l'ensemble de la bande 800 MHz dans la zone,
- En agrégeant 2x10 MHz duplex en bande 800 MHz, ce partage croisé permettrait à Free Caraïbe et Digicel de proposer un service data particulièrement performant à l'intérieur des bâtiments, service qui ne serait pas répliquable par les autres opérateurs,
- De disposer de près de 10 MHz duplex dans la bande 900 MHz, ce qui permettrait l'activation simultanée des technologies 2G et 3G, situation également non répliquable par les autres opérateurs,
- Et enfin, de disposer d'une quantité de spectre dans la bande 'préférentielle France'<sup>4</sup> très largement supérieure aux autres opérateurs, permettant ainsi une différenciation significative en termes de qualité de service.

**Dans les îles du nord, le partage croisé des fréquences procure indiscutablement un avantage concurrentiel au bénéfice de Free Caraïbe et de Digicel.**

Par ailleurs, Orange souhaite rappeler que les quantités maximales de fréquences fixées dans les autorisations d'utilisation de fréquences sont de 10 MHz duplex dans la bande 800 MHz et de 12,5 MHz duplex dans la bande 900 MHz, ceci afin d'assurer des conditions de concurrence effectives entre les opérateurs de réseaux mobiles.

Comme le prévoit les décisions n° 2016-1522 et n° 2017-1038 respectivement en date 22 novembre 2016 et du 5 septembre 2017 :

- *« Ces quantités maximales s'appliquent de manière conjointe au titulaire et à d'autres titulaires auxquels il serait lié, le cas échéant, par au moins l'une des relations suivantes :*
- *le titulaire exerce une influence déterminante, directement ou indirectement, sur un autre titulaire de fréquences ;*
- *une même personne physique ou morale exerce une influence déterminante, directement ou indirectement, sur le titulaire ainsi que sur un ou plusieurs autres titulaires de fréquences. »*

---

<sup>4</sup> Selon accord de coordination des fréquences aux frontières en vigueur (agreement between the administrations of Anguilla, France, Sint Maarten and the state of Netherlands for Saba and St Eustatius concerning the spectrum coordination of land mobile radiocommunication networks in the frequency range 694 MHz to 3600 MHz of June 2016).

Réponse Orange Caraïbe – Appel à commentaires sur la signature d'un accord de mutualisation de réseaux mobiles entre Digicel et Free Caraïbe dans les Antilles et en Guyane – 10 juillet 2020 –

Ainsi, Orange constate que ces plafonds seraient dépassés en cas d'utilisation conjointe des fréquences de Digicel et de Free Caraïbe dans la bande 900 MHz en Guyane d'une part (cf. Tableau 3 de l'annexe 3) et dans la bande 800 MHz à Saint-Barthélemy et Saint-Martin d'autre part (cf. Tableaux 1 et 2 de l'annexe 3).

Compte tenu de ces éléments et du caractère inédit de l'accord, Orange alerte l'Autorité afin qu'elle limite la mutualisation de fréquence envisagée et sollicite l'avis de l'Autorité de la concurrence pour examiner ces modifications afin d'éviter toute distorsion concurrentielle.

### 2.3 Réserves sur la reconduction et la durée des phases d'initialisation et de transition

Dans le communiqué de l'Arcep, aucune information n'est donnée concernant d'une part, la durée des deux premières phases et d'autre part, les éventuelles possibilités de reconduction de ces deux phases.

Une telle incertitude n'est pas envisageable et les périodes indiquées doivent être strictement encadrées sans reconduction ou dérapage possible à la main des parties.

Compte tenu du retard de déploiement de Free Caraïbe et des éléments explicités ci-avant, Orange estime le risque soulevé crédible et qu'il est nécessaire de borner les phases d'itinérance et de transition afin de garantir la non reconduction de ces phases au-delà de la seconde échéance de déploiement de Free Caraïbe et de Digicel soit au 31 décembre 2022.

En conclusion, Orange espère avoir apporté par ses commentaires un éclairage utile à l'Autorité dans le cadre de l'examen de cet accord et se tient à sa disposition pour échanger sur tout complément qui lui semblerait essentiel.

Orange a toute confiance dans l'Autorité pour apporter à cet accord les modifications nécessaires qui garantiront le bon fonctionnement du marché des Antilles et de la Guyane.

## Annexes

### Annexe 1 : Attributions de fréquences 4G en 2016

Préalablement aux attributions de fréquences 4G, le Gouvernement et l'Autorité avaient mené en 2013 une consultation publique afin de recenser les besoins en fréquences des opérateurs mobiles dans les territoires ultramarins. Cette consultation avait mis en évidence l'impossibilité pour l'Autorité de répondre aux besoins exprimés au vu du spectre disponible dans les différentes bandes des fréquences.

Le gouvernement a ainsi lancé, sur proposition de l'Autorité, le 29 janvier 2016, une procédure d'attribution de fréquences reposant sur un mécanisme de sélection comparative, aussi appelé « concours de beauté ». La procédure répondait à trois objectifs principaux assignés à la régulation des communications électroniques fixés par l'article L. 32-1 du Code des Postes et des Communications Electroniques (CPCE) rappelés par l'Autorité dans les décisions d'attributions dans les cinq territoires concernés :

- *une gestion efficace du spectre, visant notamment à promouvoir le développement du très haut débit mobile outre-mer ;*
- *un objectif de concurrence effective et loyale sur le marché mobile au bénéfice de l'utilisateur, permettant notamment la stimulation, d'une part, du marché avec des offres attractives et, d'autre part, de l'économie du secteur en favorisant l'emploi et l'investissement ;*
- *l'aménagement numérique du territoire.*

Par ailleurs, l'attribution prévoyait d'octroyer des portefeuilles de fréquences à quatre lauréats maximum, rendant ainsi possible l'arrivée d'un nouvel entrant dans ces territoires ; elle permettait de fournir à l'ensemble des lauréats des quantités de fréquences équilibrées dans chacune des cinq bandes de fréquences 800 MHz, 900 MHz<sup>5</sup>, 1800 MHz, 2,1 GHz et 2,6 GHz, favorisant l'exercice d'une concurrence effective et loyale au bénéfice des consommateurs. Chaque portefeuille correspondait ainsi aux quantités totales de fréquences auxquelles chaque lauréat avait droit à l'issue de la procédure dans chaque bande de fréquences. L'Autorité a également établi des plafonds visant à limiter la quantité de fréquences qu'un opérateur mobile ultramarin peut détenir à tout instant, sur une zone géographique donnée, dans chaque bande de fréquences. Ces limites visent notamment à protéger le marché de déséquilibres trop importants, résultant d'une accumulation de spectre, qui pourraient freiner l'exercice d'une concurrence effective et loyale.

La procédure avait été conçue pour permettre aux quatre éventuels lauréats de posséder au moins une canalisation de 20 MHz duplex, soit la canalisation maximale prévue par la norme LTE. Concernant les fréquences basses, l'Arcep avait retenu le schéma métropolitain de diviser la bande 800 MHz en 3 blocs de 10 MHz. L'Arcep justifiait ce choix : « *Au vu des caractéristiques géographiques des territoires concernés, de la levée à venir des restrictions*

---

<sup>5</sup> Sauf en Guadeloupe et en Martinique où la disponibilité de la bande 900 MHz ne permettait pas d'attribuer du spectre supplémentaire.

*technologiques sur certaines bandes et de la perspective d'attribution d'autres fréquences basses dans les années à venir, il n'apparaît pas justifié de séparer la bande 800 MHz en quatre blocs* ». La procédure actait ainsi la non-nécessité pour un éventuel entrant d'obtenir des fréquences basses<sup>6</sup> pour y exploiter un réseau mobile ouvert au public.

Par la suite, la levée des restrictions technologiques dans la bande 900 MHz a bien été mise en œuvre par l'Autorité en Guadeloupe et en Martinique en 2019 en offrant à tous les opérateurs la possibilité « *d'utiliser des fréquences en bandes basses (bandes de fréquences inférieures à 1 GHz) pour proposer un service mobile à très haut débit* »<sup>7</sup>

Par ailleurs, la procédure ne comprenait pas de mécanisme destiné à accompagner un éventuel nouvel entrant, en lui assurant une itinérance auprès d'un opérateur déjà implanté, comme il avait été prévu en métropole pour la bande 2,1 GHz, ou encore une incitation à la mutualisation, sur le modèle de ce qui avait été fait en 2011 en métropole pour la bande 800 MHz.

C'est dans ce contexte, et dans le cadre édicté par l'Autorité, que les sociétés Orange, Outremer Télécom et Digicel, opérateurs déjà implantés dans les Antilles et en Guyane<sup>8</sup>, ont candidaté pour obtenir des fréquences.

L'Autorité a également étudié les dossiers de plusieurs autres candidats en vue de sélectionner les lauréats pour chacune des zones, dont celle de l'opérateur Free Mobile non présent aux Antilles, en Guyane et dans les îles du nord.

Ainsi, par les décisions n° 2016-1254 et 2016-1255 en date du 11 octobre 2016, présentant le compte rendu et les résultats de la procédure menée par l'Autorité, Free Mobile a obtenu la place de deuxième lauréat aux Antilles et dans les îles du nord, devant Outremer Télécom, Digicel, classés respectivement 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> lauréat et devant Dauphin Telecom et Nomotech, acteurs non retenus à l'issue de la procédure<sup>9</sup>. De plus, par la décision n° 2016-1256 en date du 11 octobre 2016 l'Arcep classait Free Mobile 4<sup>ème</sup> lauréat en Guyane.

L'examen de différents critères de recevabilité, de qualification et enfin de sélection ont permis à l'Autorité de retenir quatre lauréats pour chaque zone et d'évaluer chaque candidat selon un système de notation sur plusieurs critères.

---

<sup>6</sup> Sauf en Guyane, à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin où du spectre en bande 900 MHz était disponible.

<sup>7</sup> Consultation publique du 30 novembre 2018 sur la neutralité technologique dans les autorisations d'utilisation de fréquences à 900 MHz et 2,1 GHz dans les territoires ultramarins.

<sup>8</sup> Ainsi que Orange, Digicel, Dauphin Télécom et UTS dans les îles du nord, Saint Barthélemy et Saint-Martin.

<sup>9</sup> Pour les îles du nord, devant Digicel et Dauphin Télécom (3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> lauréat et UTS Caraïbe non retenu. Pour la Guyane, devant Guyacom non retenu à l'issue de la procédure.

---

Réponse Orange Caraïbe – Appel à commentaires sur la signature d'un accord de mutualisation de réseaux mobiles entre Digicel et Free Caraïbe dans les Antilles et en Guyane – 10 juillet 2020 –

## Annexe 2 : Engagements de Free Mobile / Free Caraïbe

L'opérateur Free Mobile a obtenu les meilleures notes sur 3 des 5 critères de sélection, soit :

- la cohérence et crédibilité du plan d'affaires (1<sup>ère</sup> place),
- la stimulation de marché (1<sup>ère</sup> place),
- l'emploi et d'investissement (2<sup>nd</sup> place).

Les évaluations et commentaires de l'Autorité concernant le dossier de Free Mobile étaient les suivants :

Cohérence et crédibilité du plan d'affaires	Stimulation de marché	emploi	investissement
« En premier lieu, Digicel AFG, Free Mobile, Orange Caraïbe et Outremer Telecom présentent des plans d'affaires <b>détaillés et des comptes de résultat crédibles notamment au regard de leur projet</b> » (...) « Les trésoreries et les capacités d'autofinancement d'Orange Caraïbe et de Free Mobile <b>couvrent largement le besoin de financement</b> de leurs projets, que ce <b>soit via la trésorerie du groupe Iliad pour Free Mobile</b> ou le fort soutien financier de son actionnaire unique pour Orange Caraïbe. » (...) « En troisième lieu, il ressort de <b>l'analyse des perspectives de rentabilité</b> de chacun des projets à la Guadeloupe et à la Martinique, évaluées via la marge d'EBITDA, <b>que les projets de Free Mobile, de Nomotech, d'Orange Caraïbe et dans une moindre mesure de Dauphin Telecom sont les plus rentables</b> »	« Il ressort des engagements pris par les candidats que l'offre de Free Mobile <b>se démarque de celles des autres candidats</b> dans sa capacité à contribuer au développement de services de qualité à <b>un prix abordable</b> : Free Mobile propose en effet l'offre abordable la plus attractive au regard de son prix et des caractéristiques incluses. » (...) « Il ressort des engagements pris par les candidats que l'offre de Free Mobile <b>se démarque de celles des autres candidats dans sa capacité à stimuler le développement des usages</b> des services d'accès à internet à très haut débit : Free Mobile propose en effet l'offre stimulant les usages la plus attractive au regard de son volume de data conséquent et du rapport entre ses caractéristiques et son prix. »	<b>Aux Antilles</b> , « Nomotech, Free Mobile et Dauphin Telecom prévoient moins d'emplois qu'Orange Caraïbe et Digicel AFG avec <b>la création</b> respectivement de [...] emplois directs en 2021, [...] emplois directs en 2022 et [...] emplois directs en 2021. Ils prévoient également de recourir en moyenne sur 5 ans à respectivement [...],[...] et [...] <b>emplois indirects</b> . Parmi ces trois candidats, Nomotech s'engage sur un nombre d'emplois directs plus élevé que Free Mobile (50 emplois directs au 31 décembre 2021 pour le premier et <b>28 emplois directs au 31 décembre 2019</b> pour le second) » <b>Dans les îles du nord</b> , « Free Mobile s'engage quant à <b>lui à créer 3 emplois directs au 31 décembre 2019</b> . Digicel AFG et Free Mobile prévoient par ailleurs de recourir à des emplois indirects annuels sur cinq ans en nombre plus faible qu'Orange. » En Guyane, Free mobile aurait pris un engagement de créer <b>12 emplois directs</b> , ainsi Free aurait pris un <b>engagement global de créer 43 emplois directs sur les 5 territoires</b> et un nombre d'emplois indirects non public.	« Free Mobile s'engage sur un montant d'investissement inférieur à celui d'Orange Caraïbe <b>mais qui reste bien supérieur aux engagements, lorsqu'ils en prennent, des autres candidats</b> . Par ailleurs, il prévoit un montant d'investissement supérieur à celui sur lequel il s'engage »

Pourtant, l'Arcep soulignait que « Quant à Free Mobile, les investissements qu'il prévoit apparaissent, au regard des déploiements qu'il envisage, limités, alors même qu'il ne bénéficie ni d'un réseau fixe ou mobile sur la zone géographique, ni d'une organisation locale à même de faciliter la réalisation de son projet. De plus, le dimensionnement prévu de son réseau apparaît limité au regard notamment des caractéristiques de ses offres. »

En outre, dans le cadre de l'aménagement du territoire, Free Mobile s'est engagé à couvrir un pourcentage de population supérieur au minimum requis par l'Autorité et notamment au  $T_0 + 2$  ans aux Antilles et dans les îles du nord :

échéance	Guadeloupe/Martinique		Iles du nord		Guyane	
	Minimum requis	Engagement Free Mobile	Minimum requis	Engagement Free Mobile	Minimum requis	Engagement Free Mobile
$T_0 + 2$ ans	30%	<b>50%</b>	30%	<b>75%</b>	30%	30%
$T_0 + 6$ ans	90%	90%	90%	90%	70%	70%
$T_0 + 10$ ans	99%	99,8%/99,5%	99%	99,5%	-	-

Les engagements de déploiements pris par Free Mobile en Guadeloupe et en Martinique étaient d'ailleurs identiques, en ce qui concerne sa couverture à  $T_0 + 2$  ans, qu'il obtienne ou non des fréquences dans la bande 800 MHz.

Dans le cadre de la procédure d'attribution des fréquences 4G de 2016, Free Mobile a donc pris des engagements particulièrement ambitieux qui lui ont valu la place de second lauréat, lui permettant de bénéficier à ce titre :

- d'un portefeuille de fréquences optimisé et notamment l'attribution de fréquences dans la bande 800 MHz aux Antilles et dans les Iles du nord,
- d'un choix privilégié en matière de positionnement dans les bandes de fréquences 800 MHz et 2.6 GHz, ainsi que de répartition des fréquences qui lui ont été attribuées dans les bandes hautes (bandes 1800 MHz et 2,6 GHz),

Ces choix sont particulièrement structurants dans la stratégie de déploiement technique de l'opérateur.

### Annexe 3 : Quantité de fréquences en bande basse dans les îles du nord et en Guyane (MHz duplex) <sup>10</sup>

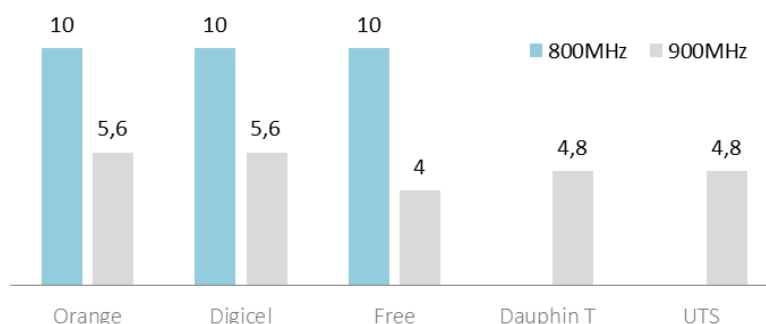


Tableau 1 : quantité de fréquences à Saint-Martin (MHz Duplex)

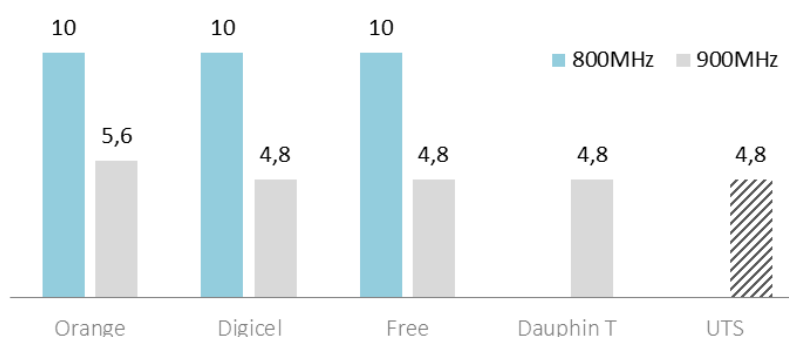


Tableau 2 : quantité de fréquences à Saint-Barthélemy (MHz Duplex)<sup>11</sup>

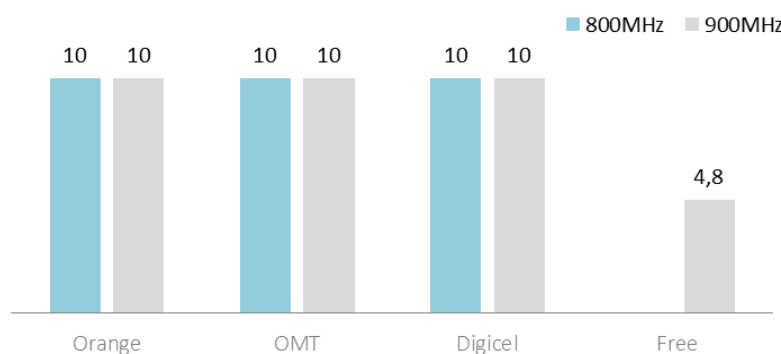


Tableau 3 : quantité de fréquences en Guyane (MHz Duplex)

<sup>10</sup> Les attributions de fréquences outre-mer aux opérateurs de réseaux mobiles ouverts au public (bandes 800 MHz, 900 MHz, 1800 MHz, 2,1 GHz et 2,6 GHz), document publié par l'Arcep en novembre 2016.

<sup>11</sup> Décision n° 2020-0640 de l'Arcep en date du 16 juin 2020 modifiant les décisions n° 2008-1259 en date du 13 novembre 2008 et n° 2016-0893 en date du 7 juillet 2016 modifiée autorisant la société UTS Caraïbe à utiliser des fréquences dans les bandes 900 MHz et 2,1 GHz à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin.

Réponse Orange Caraïbe – Appel à commentaires sur la signature d'un accord de mutualisation de réseaux mobiles entre Digicel et Free Caraïbe dans les Antilles et en Guyane – 10 juillet 2020 –